

€46,5 Millions

Co-financé
par l'Union européenne,
l'Allemagne et la France

48 Mois

(2024-2028)

49 pays

en Afrique subsaharienne

**4 Partenaires de
mise en œuvre**

Expertise France
GIZ
Civipol
FIIAPP

**avec la contribution
thématique de**

l'Agence suédoise des impôts
(STA) et l'ONG CABRI

COMMENT SOUMETTRE UNE DEMANDE ?

1. Les pays partenaires soumettent leurs demandes par courrier électronique au Hub régional correspondant [voir contacts en page 2] et/ou à la délégation de l'UE dans leur pays.
2. Après une évaluation initiale et dans un délai d'un mois, SecFin Africa assure le suivi et les deux parties conviennent de la modalité d'intervention la plus appropriée.
3. L'expertise de SecFin Africa est mobilisée.

OBJECTIF

Le projet SecFin Africa vise à soutenir les pays d'Afrique subsaharienne afin de prévenir et combattre les **flux financiers illicites (FFI)** liés à la **criminalité transnationale organisée**, en renforçant les efforts de **lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT)**, conformément aux normes internationales. En s'alignant sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine (objectif 20 sur le financement du développement) et sur les Objectifs de développement durable des Nations unies (cible 16.4 sur la réduction des FFI), SecFin Africa contribue à la **mobilisation des ressources nationales**, à favoriser le **développement durable** et à **promouvoir la sécurité** sur l'ensemble du continent.

Les pays africains perdent chaque année plus de **89 milliards de dollars** à cause des FFI, selon les estimations les plus prudentes – un montant presque équivalent à l'ensemble des apports annuels combinés de l'aide publique au développement et des investissements directs étrangers. Ces flux **privent le continent de ressources essentielles au progrès socio-économique**, affaiblissent les capacités de l'État et la mobilisation des ressources nationales, tout en freinant le développement dans des secteurs cruciaux tels que la santé, l'éducation et les infrastructures. Souvent issus d'activités criminelles non poursuivies en justice, ces flux sont blanchis réinjectés dans l'économie formelle ce qui **alimente la corruption, le crime organisé et le terrorisme**.

UNE APPROCHE EN TROIS VOLETS



I. Soutien au niveau national : Renforcer la conformité et l'efficacité de la lutte LCB/FT en fournissant une assistance technique et une formation ciblées, adaptées aux besoins des pays, et couvrant l'ensemble du processus, depuis la détection jusqu'à la récupération et la condamnation des avoirs, en passant par l'évaluation, l'enquête et les poursuites, grâce à une approche interinstitutionnelle et multiagences, garantissant la conformité aux normes du Groupe d'action financière (GAFI).



II. Soutien au niveau régional : Soutenir les capacités des organismes et réseaux régionaux chargés de la LCB/FT (par exemple les ORTG, les ARIN), accroître la coopération dans les enquêtes financières et améliorer l'échange d'informations sur les questions de lutte contre le blanchiment d'argent.



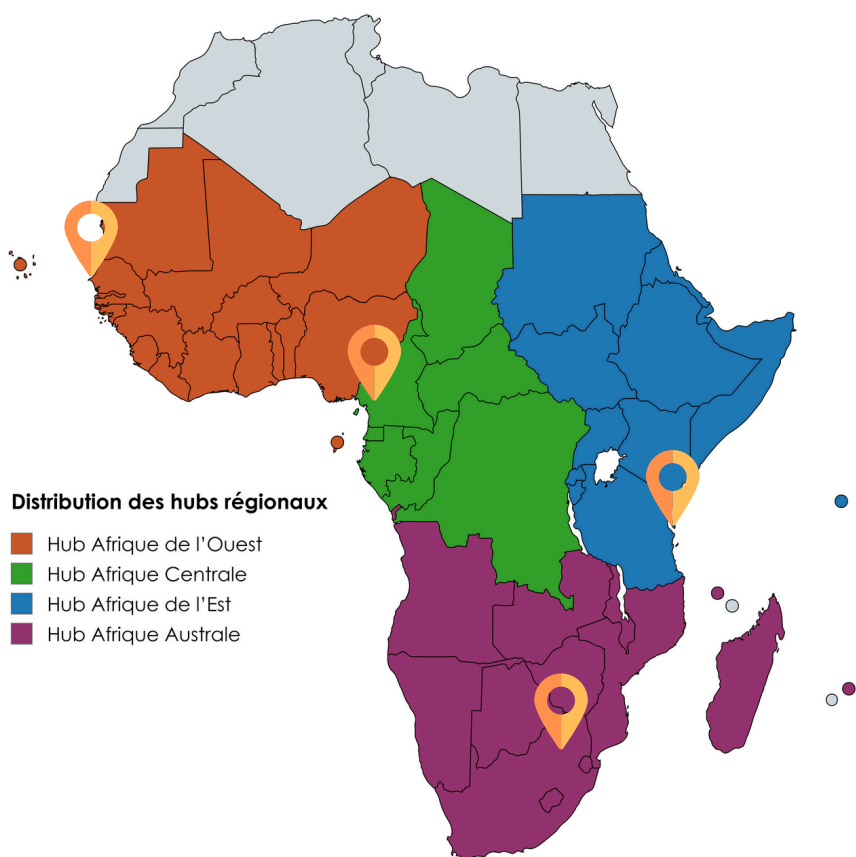
III. Engagement de la société civile : Renforcer la sensibilisation du public et soutenir le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence et de la responsabilité à travers des subventions pour les organisations de la société civile (OSC), le soutien au journalisme d'investigation, aux lanceurs d'alerte et la recherche spécialisée dans la lutte contre les FFI.

TYPE D'ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE

- Révision des cadres législatifs et réglementaires sur la LCB/FT.
- Renforcement des capacités institutionnelles, juridiques et d'investigation financière.
- Formation thématique en ligne ou sur place, échanges entre pairs et mentorat.
- Aide à l'évaluation des risques et à l'élaboration de stratégies nationales et sectorielles.
- Élaboration d'un programme sur la LCB/FT sur mesure au niveau national.
- Mise en place de régimes de surveillance pour les institutions financières, les entreprises désignées (EPNFD) et les organisations à but non lucratif.
- Sensibilisation et promotion de la coopération inter-agences et public-privé.
- Facilitation des formations aux normes du GAFI (STC) et des co-évaluateurs, ainsi que l'adhésion à Egmont.
- Protocoles d'échange de données et enquêtes transfrontalières.
- Organisation de conférences régionales, d'ateliers et d'événements de mise en réseau.
- Expertise en matière de numérisation et développement d'outils statistiques.
- Acquisition de ressources liées à la lutte contre le blanchiment d'argent.
- Renforcement des capacités des OSC sur la lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption et la protection des lanceurs d'alertes.

Agences d'implémentation:

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU PROJET ET CONTACTS



Unité de gestion de projet, Bruxelles (BE)

Info point: secfin@expertisefrance.fr

Hub Afrique de l'Ouest, Dakar (SN)

Coordinatrice : Mme. Stéphanie Berthomeau
stephanie.berthomeau@expertisefrance.fr

Hub Afrique Centrale, Yaoundé (CM)

Coordinateur : M. Michele Montemurro
michele.montemurro@expertisefrance.fr

Hub Afrique de l'Est, Dar Es Salaam (TZ)

Coordinatrice : Mme. Juliet Mule
juliet.mule@giz.de

Hub Afrique Australe, Pretoria (ZA)

Coordinateur : M. Frédéric Bayard
frederic.bayard@experts.civipol.fr

UNE COLLABORATION INNOVANTE

Le Programme international de renforcement des capacités (ICBP)

Le projet SecFin Africa soutient l'**Agence suédoise des impôts (STA)** et l'**Initiative collaborative pour la réforme budgétaire en Afrique (CABRI)** dans la mise en œuvre du Programme international de renforcement des capacités (ICBP), une initiative axée sur la résolution des problèmes et visant à renforcer les capacités des pays sélectionnés.

STA et CABRI apportent une expertise inégalée dans la résolution de problèmes de réforme complexes, en utilisant l'**approche PDIA (Problem-Driven Iterative Adaptation)**. Au cœur du programme se trouve le déploiement de **coachs professionnels** qui s'engagent directement avec les institutions choisies au niveau national. Sur une période de 12 mois, ces accompagnateurs travaillent en étroite collaboration avec les administrations impliquées afin d'identifier et résoudre un problème spécifique rencontré dans le cadre de la lutte contre les FFI au niveau national, dans les pays sélectionnés.

Caractéristiques principales :

- Des sessions intensives de coaching bimensuelles avec 4 à 6 institutions impliquées par pays, et plusieurs visites de terrain.
- Une méthodologie flexible et itérative qui s'attaque à des défis variés et évolutifs au fil des cycles.
- Engagement annuel de nouveaux responsables et administrations pour un impact plus large.

Partenaires financiers :



Cofinancé par
l'Union européenne



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*